

HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°92

Informations du 22 au 28 mars 2008



JOURNAL OFFICIEL du 22 au 28 mars 2008

Logement foyer - Rectificatif du Décret n° 2007-1660 du 23 novembre 2007

Décret n° 2007-1660 du 23 novembre 2007 pris pour l'application des articles L. 633-1 à L. 633-4 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux logements-foyers (rectificatif)

JORF n°0070 du 22 mars 2008 page 4997 - texte n° 26 - NOR: MLVU0759993Z

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018392435&dateTexte>

Décret n° 2007-1660 du 23 novembre 2007 à rectifier (voir article 1)

REPONSES MINISTERIELLES

Nuisances sonores causées par les aérodromes militaires

(...) les ministères de l'écologie et de la défense vont travailler conjointement au renforcement des instances locales de concertation instituées en vertu du protocole défense-environnement du 14 février 2001. S'il n'existe pas d'aide à l'insonorisation pour les riverains de plates-formes militaires, je rappelle que la réhabilitation énergétique des bâtiments anciens est une des priorités issues du Grenelle de l'environnement. Dans cet esprit, les modalités techniques et financières des travaux visant à améliorer la qualité de l'air intérieur et l'isolation acoustique de ces bâtiments sont en cours de définition.(...)

Assemblée Nationale - Question orale - 2008-03-25 (voir sommaire)

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/cra/2007-2008/121.asp>

Panneaux solaires - Autorisation refusée notamment pour des raisons esthétiques

L'avis de l'architecte des bâtiments de France (A.B.F.) est requis sur toute demande d'autorisation de travaux dans un espace protégé, notamment pour l'installation de panneaux solaires. Conformément à l'article L. 642-3 du code du patrimoine, le préfet de région peut être saisi par le porteur du projet en cas de désaccord avec l'avis émis par l'A.B.F. sur des travaux à l'intérieur de zones de protection du patrimoine architectural, urbain ou paysage. Le préfet émet, après avis de la section de la commission régionale du patrimoine et des sites, un avis qui se substitue à celui de l'A.B.F....

Assemblée Nationale - 2008-03-18 - Réponse Ministérielle N° 13996

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-13996QE.htm>

REVUE DU WEB

Construction de logements à fin février 2008 - Résultats nationaux et départementaux (France entière).

Une réforme comme celle du droit des sols, entrée en vigueur au 1er octobre 2007, s'accompagne nécessairement d'une période de « rodage ». Un certain nombre de centres instructeurs des permis de construire ne sont toujours pas en mesure de transmettre au SESP les informations relatives aux autorisations et aux mises en chantier, faute d'avoir pu procéder à une mise à jour complète de leur logiciel d'instruction. Parmi les communes et les EPCI instructeurs dont la zone de compétence comprend au moins 50 000 habitants, une quarantaine n'ont pas fourni d'informations. Les chiffres publiés ce mois-ci sont donc encore à interpréter avec la plus extrême prudence...

MEEDDAT / Economie et statistiques - Mars 2008

http://www.statistiques.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=799

INSEE - 2008-03-26

http://www.insee.fr/fr/indicateur/indic_conj/donnees/construc.pdf

Indice des prix entretien-amélioration des logements au 4e trimestre 2007

L'indice des prix des travaux d'entretien-amélioration de logements reste en nette progression, mais ralentit légèrement...

MEEDDAT / Economie et statistiques - Mars 2008

http://www.statistiques.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=429

REVUE DU WEB (suite)

Copropriété - Le grand dérapage financier de la rénovation des ascenseurs

A partir d'une étude sur plus de 450 devis relevés partout en France, l'UFC-Que Choisir a pu mesurer l'impact de la rénovation de sécurité des ascenseurs induite par la loi du 2 juillet 2003. Le résultat est sans appel : à ce rythme, cette rénovation va coûter 6 milliards d'euros aux ménages (22 000 euros par ascenseur), soit le double de ce qui était prévu lors du vote de la loi...

Que Choisir - [Rénovation des ascenseurs](#) - 2008-03-26

L'observatoire de l'habitat existant - Le marché de l'amélioration-entretien des logements

Ce marché a à nouveau fait preuve de dynamisme en 2006. Il a ainsi retrouvé les niveaux d'activité élevés qu'il avait connus à la fin des années 1990, avec la mise en place de la TVA réduite sur les travaux, puis avec le contrecoup de « l'effet tempête ». Cela a permis à l'effort d'amélioration et d'entretien du parc de logements de se relever de façon sensible, depuis deux années : depuis 2005, par exemple, la proportion de logements qui bénéficient de travaux de gros entretien s'établit aux niveaux les plus élevés constatés par l'OHE depuis dix ans...

Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) - Synthèse - 2008-03-25

<http://www.anah.fr/actualite/infos/pdf/SYNT-OHE-2007-BD.pdf>

Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) - Etude complète - 2008-03-25

<http://www.anah.fr/actualite/infos/pdf/OHE-2007-BD.pdf>

Fournisseurs d'électricité ou de gaz - Marque de confiance Clair'Energie

La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies a lancé officiellement la marque de confiance Clair'Energie. Cette marque de confiance, destinée aux petits consommateurs (y compris les petits professionnels), est destinée à les aider à choisir leur fournisseur d'électricité ou de gaz. Clair'Energie «labellise» des offres de fourniture à partir de deux critères: des conditions générales de vente et des modalités de commercialisation respectueuses du consommateur...

Fédération nationale des collectivités concédantes et régies - 2008-03-20

<http://www.fnccr.asso.fr/articles.php?id=12>

Le site Clair'Energie <http://www.clairenergie.fr>

Note de veille de la Représentation de l'USH auprès de l'UE

SAVE > Sélection par la Commission du projet Energy Intelligent Housing Net.

IMMOBILIER > Rapport sur les obstacles à l'accès au marché des fonds de placement immobiliers.

Livret A > La libéralisation de la distribution ne remet pas en cause la centralisation au logement social selon le porte-parole de la Commission européenne.

Taux réduits de TVA > Consultation de la Commission européenne sur les taux réduits de TVA au logement social et au logement privé.

FEDER > Eligibilité des dépenses d'investissements énergétiques dans les bâtiments à usage d'habitations.

STATISTIQUES > Le Parlement favorable à un nouveau volet logement aux recensements de la population européenne.

SIEG > Arrêt du TPI de la CJCE sur un SIEG dans le domaine des services sociaux et de santé.

Source : Union sociale pour l'habitat / Laurent Ghekiere

<http://www.union-habitat.org/europe>

Prix et crédits : 2008, l'année du changement

Selon l'Observatoire des crédits immobiliers du courtier Meilleurtaux de ce trimestre, 2008 devrait marquer le retournement de tendance du marché tant sur le plan des prix que sur celui des crédits. Baisse de 3 à 4% des prix, stabilisation des taux d'intérêts, conditions d'octroi de crédits plus difficiles... Panorama de la situation actuelle...

Batiactu - 2008-03-21

<http://www.batiactu.com/data/21032008/21032008-143123.html>

Suspicion d'entente entre plusieurs groupes bancaires sur des taux de crédit immobilier

Selon le site d'information Mediapart, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes perquisition (DGCCRF) chercherait à prouver que plusieurs groupes bancaires se seraient entendus sur des taux de crédit immobilier...

Batiactu - 2008-03-25

<http://www.batiactu.com/data/25032008/25032008-173226.html>

REVUE DU WEB (suite)

Enquête sur la profession d'économiste de la construction

L'Untec (Union nationale des économistes de la construction et des coordonnateurs) vient de réaliser une enquête auprès des maîtrises d'ouvrages et des maîtrises d'œuvre sur leur perception du métier d'économiste de la construction et de ses compétences...

Batiactu - 2008-03-25

<http://www.batiactu.com/data/25032008/25032008-155203.html>

Bulletin d'informations édité en collaboration avec ACRD, société éditrice d'**IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales (<http://www.idveilleofficiel.fr>)

Pour vous abonner à la Lettre Habitat et Collectivités Locales, inscrivez-vous gratuitement sur le site <http://www.inventaires.fr>

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires*, 35-37, avenue Joffre - 94160 Saint-Mandé - tel. : 01 48 08 49 20

Courriel : contact@inventaires.fr

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.